22me Année. — N° 4850 Bureaux : rue Nain, 1 UN NUMÉRO : 15 CENTIMES Edition A Mercredi 27 Juin 1877

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :
Roubaix-Tourcoing : Trois mois. . 12.50
» » Six mois. . . 25.»»
» » Un an . . . 50.»»

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . . . 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le *JOURNAL DE ROUBAIX* est désigné pour la publication des *ANNONCES LEGALES* et *JUDICIAIRES*

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

INSERTIONS:
Annonces : la ligne. . . 20 c.
Réclames : » . . . 30 c.
Faits divers : » . . . 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçues à *Roubaix*, au bureau du journal, à *Lille*, chez M. Quarré, libraire, Grande-Place; à *Paris*, chez MM. Havas, Laffite et Cie, 34, rue Notre-Dame des-Victoires, (place de la Bourse); à *Bruxelles*, à l'Office de Publicité.

COURSE DE PARIS
(Service gouvernemental)

25 Juin

3 0/0	69 50
4 1/2	99 75
Emprunts (5 0/0)	105 55

26 Juin

3 0/0	70 00
4 1/2	100 00
Emprunts (5 0/0)	106 10

26 JUIN.
(Service particulier du Journal de Roubaix).

Actions Banque de France	3044 00
Socié. géné. détache	473 00
Crédit foncier de France	630 00
Chemins autrichiens	465 00
Lyon	1005 00
Est	610 00
Ouest	670 00
Nord	1298 00
Midi	785 00
Suez	672 00
Obligations Péruvien	00 00
Banque ottomane (ancienne)	000 00
Banque ottomane (nouvelle)	345 00
Londres court	25 20 00
Crédit Mobilier	132 00
Argent	8 70

DEPECHES COMMERCIALES

New-York, 26 juin.

Change sur Londres, 4,88 0/6; change sur Paris, 5,13 0/0.
Valeur de l'or 105 3/8.
Café good fair, (la livre 19 3/4)
Café good Cargoes, (la livre) 20 3/8.
Marché ferme.

Dépêches de MM. Schlagdenhauffen et Cie, présentés à Roubaix par M. Bulteau-Grymonprez :

Havre, 26 juin.

Ventes 200 balles. Marché très-calme toujours très-ferme.

Liverpool, 26 juin.

Ventes 7,000 bal. Disponible, hausse 1/16 livrable, raidissant.

New-York, 26 juin.

11 3/4
Recettes de trois jours 3,000 b.

ROUBAIX 26 JUIN 1877.

Bulletin du jour

La tristesse et l'inquiétude commencent à gagner les « révoltés » du 16 mai. Leur langage est plus calme, et l'association qu'ils viennent d'organiser, en vue des élections, indique suffisamment que le plus grand nombre d'entre eux ont peur d'échouer devant le scrutin.

Cette association a pour base la fusion de toutes les nuances *dites* républicaines. Le centre gauche se confond avec l'extrême gauche, et l'union républicaine adopte les membres de la gauche républicaine. Les quatre fractions du parti révolutionnaire déclarent qu'ils voteront « unis dans une pensée commune » et *qu'ils se présenteront* COLLECTIVEMENT et AU MÊME TITRE *devant le suffrage universel* !

Cette coalition est la preuve la plus manifeste de l'ébranlement de la confiance. Nos adversaires comprennent qu'ils ne peuvent plus marcher sans se soutenir mutuellement. Il leur faut impressionner les masses et se montrer à elles formés en bataillon serré et comme prêts à envahir le pays.

Cette stratégie demeurera sans effet. L'opinion publique aura bientôt fait de jeter le désordre dans les rangs de cette armée improvisée par la haine et l'ambition, et le suffrage universel saura frapper sur tous ces volontaires de l'émeute politique.

Il y a particulièrement un groupe que les populations électorales voudront démasquer : c'est le centre gauche. Comment, en effet, chacun des membres de ce groupe, qui se vantait d'être la sincérité et la modération, pourra-t-il expliquer son alliance avec les Madier de Montjau, les Naquet et les Lockroy? Comment MM. de Marcère, de Rémusat, Léon Renault, Bethmont et Germain — pour ne citer que les plus connus — pourront-ils expliquer leur « union dans une pensée commune » avec les radicaux exaltés qui s'appellent Barodet, Marcou et Duportal ?

Cette association des hommes les plus divisés entre eux par l'origine, par l'éducation, par les tendances et par les aspirations, dénonce au pays, mieux que tous les raisonnements du monde, les dangers de l'avenir. On pouvait ne voir dans les votes parlementaires de ces derniers jours que des alliances passagères, comme en imposent quelquefois les incidents de la vie politique. Mais, aujourd'hui, il est bien évident que les révoltés du 16 mai marchent tous, d'un même pas, à l'assaut du pouvoir et de la Constitution; que tous veulent, au même degré, le renversement de ce qui est et la substitution de l'anarchie au régime d'ordre et de sécurité, préparé par le maréchal de Mac-Mahon.

Ce n'est plus même de la coalition, c'est de l'insurrection. Comme dans une troupe armée contre les lois, tous les noms s'effacent, toutes les physionomies disparaissent; toutes les nuances se confondent; on transforme la campagne électorale en une longue émeute; on attend l'ouverture du scrutin comme le signal d'une nouvelle révolution.

Est-il possible que le pays laisse se réaliser de pareils projets? Nous ne le croyons pas. Est-il possible que les électeurs favorisent de pareils violences? Ce serait une injure que de le supposer !

Les 363 en sont eux-mêmes, d'ailleurs, bien convaincus. Ils jouent leur *va-tout*. Ils ont compris qu'individuellement ils étaient perdus. Leur dernière ressource est de faire masse. Ils se risquent, mais sans espoir !...

Les électeurs, qui eussent pu faire encore quelques choix parmi les moins mauvais d'entre eux, se reculeront pour laisser passer cette bande, dont le drapeau porte : « *Révolution* ! » Puisqu'on leur dit qu'il faut tout prendre ou tout laisser, ils laisseront tout !

La situation électorale est donc bien simplifiée aujourd'hui. D'un côté, une troupe de candidats révoltés; de l'autre une réunion d'hommes dévoués au gouvernement. D'un côté, le triomphe de toutes les passions malsaines; de l'autre la revendication de toutes les doctrines conservatrices.

Il faut remercier les organisateurs de l'insurrection des 363 d'avoir ainsi éclairé le suffrage universel — mais il ne faut plus s'étonner de leur tristesse et de leur inquiétude !

Les bureaux des gauches du Sénat, au nom de leurs collègues, ont arrêté aujourd'hui la déclaration suivante :

« Les sénateurs soussignés, représentant les trois groupes de la gauche du Sénat, expriment l'avis : Que la réélection des 363 députés qui ont voté l'ordre du jour du 19 juin contre le ministère présidé par M. le duc de Broglie, est un devoir civique et s'impose au pays comme — s'est imposée en 1830 celle des 221. — Que cette réélection sera l'affirmation la plus solennelle que la France puisse donner de sa volonté de maintenir et de consolider les institutions républicaines, seules capables d'assurer l'ordre à l'intérieur et la paix au dehors.

» Faisant appel au patriotisme de tous, ils comptent qu'aucune candidature républicaine ne sera opposée à celle des 363 députés qui ont voté l'ordre du jour de défiance. Pour l'union républicaine : A. Payrat, président, Crémieux, Victor Hugo, Scheurer, Kestner, membres du bureau. Pour la gauche républicaine : Arago, président, Leroyer, vice-président, Duclerc, Hérold, Lucet, Malens, Marlan Solneuve, membres du bureau. Pour le centre gauche : Berthauld, président, Calmont, Gilbert Boucher, vice-présidents, Bernard, comte Rampon, Foucher de Careil, Dauphinot, membres du bureau.

M. de Melun

La mort vient de frapper un homme de bien éminent, M. le vicomte de Melun. Issu d'une vieille et honorable race, doué d'un esprit facile, pénétrant, d'un jugement droit et sûr, instruit et parlant avec une grâce distinguée, M. le vicomte de Melun aurait pu jouer un rôle politique ; ce fut un autre qu'il choisit; il n'avait, en 1849, fait que traverser la scène politique. Nommé député à l'Assemblée législative par le département d'Ille-et-Vilaine, il apporta, au milieu des luttes parlementaires d'alors, une âme presque exclusivement préoccupée des questions sociales. Il n'entendait pas ces questions à la manière d'un homme de parti. Profondément chrétien, il s'inquiétait moins de les agiter que de les résoudre. Il prit une part très-active à l'étude des lois sur les logements insalubres, sur les enfants abandonnés ; toutes les fois que, dans une commission de l'Assemblée, on avait à examiner quelque mesure d'assistance, de bienfaisance, quelque réforme urgente d'organisation administrative, réclamée par les amis des pauvres, on était sûr que le vicomte de Melun avait étudié le projet avec soin et expliquait à ses collègues, avec simplicité et sûreté, ce qu'ils devraient connaître.

Cet homme modeste, qui redoutait toute parade et avait en horreur l'apparence même du charlatanisme, a été l'un des plus utiles serviteurs des intérêts du peuple au sein de l'Assemblée législative. L'empire, qui se servit, pour différentes lois relatives à l'assistance, des grands travaux préparés à l'Assemblée législative, sollicita plusieurs fois l'indépendance de M. de Melun. Il n'aurait eu qu'un mot à dire pour être conseiller d'Etat, sénateur. Il ne dit pas ce mot; mais toutes les fois qu'on lui demanda d'user, dans l'intérêt des pauvres, de l'influence que lui conservait sur haut lieu l'estime de son caractère et le secret désir de le gagner, il n'hésita pas. Il présidait la Société d'économie charitable; il présidait l'Œuvre des Apprentis; il était le conseil, le confident de toutes les personnes vouées aux œuvres de charité; il était l'un des membres les plus importants de la *Société d'éducation et d'enseignement*. Dans toutes les circonstances où il avait à diriger un débat ou à prendre part à une discussion, son aménité, son savoir, son esprit plein de mesure, son tact parfait exerçaient un véritable charme. M. le vicomte de Melun avait écrit la vie de la sœur Rosalie et celle de Mme de Barol. L'Académie française avait honoré d'une de ses récompenses le premier de ces deux ouvrages. On y trouve les délicates qualités d'esprit qui faisaient le charme du commerce de M. de Melun, et dont le souvenir demeurera.

La guerre d'Orient.

LA DÉFAITE DES RUSSES A BATOUM

L'*Estafette* reçoit de son correspondant spécial la dépêche suivante :

Paris de Péra. 2751, 29, 25 juin, 9 h. 50.

« Des dépêches de Trébizonde annoncent que samedi, les Russes ont attaqué les fortifications de Batoum et livré trois assauts infructueux.

» La lutte a été sanglante. Les Russes ont perdu 5,000 hommes.

» A sept heures du soir, le combat durait encore.

» Dervich pacha commandait les troupes ottomanes. »

Une dépêche de Londres nous apprend que le *Standard* a reçu de Constantinople un télégramme qui confirme pleinement cette nouvelle.

LETTRE DE PARIS

(Correspondance particulière)

Paris, 25 juin 1877.

Le décret de dissolution a été communiqué aujourd'hui à la Chambre des députés. Un instant, on a cru qu'une chose pourrait le retarder, c'est si le gouvernement avait eu égard à la question qui doit être soulevée par plusieurs députés de la gauche. Cette question est grave, en effet. Depuis la promulgation de la loi électorale, la population de certains arrondissements s'est augmentée et a dépassé le chiffre de 100,000 habitants. Ces arrondissements doivent donc avoir désormais non plus un, mais deux représentants. Il faut, en conséquence, y créer des circonscriptions, et cela ne peut être fait que par une loi qui doit être votée par la Chambre des députés et par le Sénat. La conséquence aurait donc été un retard de 48 heures pour la dissolution, mais vous savez que ces calculs étaient vains. Les gauches n'ont pas attendu le décret pour se préparer à entamer la campagne électorale avec une activité extrême. Avant-hier, M. Tolain disait : « On peut fermer les cabarets et suspendre les journaux, nous irons le bâton à la main, à travers les campagnes, soulever les populations contre la politique du cabinet. » Que les sénateurs et députés de la gauche aient tous la même ardeur contre le cabinet, et surtout la même résolution pour embrasser la prédication politique, je ne saurais l'affirmer. Je puis dire, du moins, qu'on se prépare à inonder littéralement les campagnes de brochures contenant un ou plusieurs des discours prononcés par les orateurs de gauche, soit au Sénat, soit à la Chambre des députés. Ces brochures seraient livrées au prix dérisoire de cinq centimes. Pour parer aux frais d'une semblable propagande, un fonds commun se forme par voie de cotisation. On prétend, mais je ne garantis rien, que deux personnages, dont l'un ancien député, verseraient chacun cent mille francs. Il y aurait beaucoup d'autres souscriptions, moins importantes sans doute, mais dont l'ensemble atteindrait un chiffre respectable.

Il serait fort à désirer que les conservateurs montrassent la même activité et la même ardeur. Jusqu'ici, on n'en est sous ce rapport qu'aux espérances.

Quant à la date des élections, la note publiée, hier, par le *Français*, semble être le résumé assez exact de l'opinion ayant cours au ministère. On convoquerait les électeurs le 25 septembre pour le 14 octobre, et les scrutins de ballotage auraient lieu le 28 du même mois. La Chambre serait réunie le 5 novembre et immédiatement saisie du budget. Des circonstances encore imprévues peuvent sans doute apporter quelques modifications à ce programme, mais ces modifications seront sans doute peu importantes.

On annonce pour ce soir la publication d'un manifeste des sénateurs des gauches. La rédaction en est dûe, paraît-il, à M. Jules Simon. Quant à un nouveau manifeste des députés, on paraît y avoir renoncé. Il existe, en effet, une loi qui interdit toute tentative d'agitation politique en dehors de la période électorale. Or, du jour où la Chambre sera dissoute, les députés seront de simples citoyens et ils ont, dit-on, été officieusement avertis qu'on leur appliquerait aussi rigoureusement qu'à tout autre les lois existantes. Cette communication les aurait décidés à une sage réserve.

On dit que le gouvernement est assez froissé du vote de M. Dufaure contre la demande de dissolution. On croyait tout au moins qu'il s'abstiendrait. Au lendemain du 16 mai, en effet, M. Dufaure écrivait au maréchal de Mac-Mahon pour le féliciter chaleureusement de la vigoureuse initiative qu'il venait de prendre. Mais M. Dufaure n'a pas osé se séparer de ses amis de la Gauche, et tout ce qu'il a pu faire, a été de ne pas prendre la parole, comme il en était vivement pressé par ses amis de la gauche.

Le baron Baude, ambassadeur de France, auprès du Vatican, qui était en congé à Paris, est parti hier soir pour Rome. Ce départ est une réponse à l'allégation de certaines feuilles de gauche qui prétendaient que le cabinet italien avait demandé que le baron Baude fut changé. Il n'est, en réalité, question de rien de semblable.

Pour éviter toute interprétation et tout commentaire malveillant, il sera rappelé aux troupes qui doivent être passées en revue, dimanche prochain, par le président de la République, que les règlements militaires interdisent de pousser aucun cri sous les armes.

L'*Echo Universel* annonce que M. de Raynal, président de Chambre à la cour de cassation, va succéder à M. Renouard. Il est parfaitement exact que M. de Raynal est un des candidats les plus sérieux aux fonctions de procureur général à la Cour, mais je crois savoir que rien n'est encore décidé à ce sujet.

(Autre correspondance)

Paris, 25 juin 1877.

Une fable de Florian dédiée aux électeurs de 1877.

Les orateurs des gauches, dans les deux Chambres, et leurs journaux n'ont pas cessé, pour attaquer l'acte du 16 mai, d'affirmer que le radicalisme ne présentait aucun danger. Ils vont essayer avec le même langage, d'endormir les électeurs de 1877. Ceux-ci feront bien de méditer une des plus charmantes fables de Florian: *Le Perroquet confiant*; on la dirait composée tout exprès pour notre époque. Florian s'était laissé entraîner, comme bien d'autres par les illusions réformistes de 1789; il ne tenait aucun compte de la clairvoyance de ceux qui annonçaient de sinistres épreuves; quand déjà l'émeute se manifestait dans la rue, les optimistes, les libéraux du temps répondaient : *cela ne sera rien*...

Ils furent guillotinés.

Florian ne tarda pas à perdre ses illusions et il composa la fable suivante :

LE PERROQUET CONFIANT

Cela ne sera rien, disent certains gens,
Lorsque la tempête est prochaine;
Pourquoi nous affliger avant que le mal [vienne ?
Pourquoi ! pour l'éviter, s'il en est encore [temps.

Un capitaine de navire,
Fort brave homme, mais peu prudent,
Se mit en mer malgré le vent.
Le pilote avait beau lui dire
Qu'il risquait sa vie et son bien,
Notre homme ne faisait qu'en rire,
Et répétait toujours : *cela ne sera rien.*

Un perroquet de l'équipage,
A force d'entendre ces mots,
Les retint et les dit pendant tout le voyage.
Le navire égaré voguait au gré des flots,
Quand un calme plat vous l'arrête.
Les vivres tiraient à leur fin ;
Point de terre voisine, et bientôt plus de pain.
Chacun des passagers s'attriste et s'inquiète ;
Notre capitaine se tait.

Cela ne sera rien, criait le perroquet.
Le calme continue ; on vit vaille que vaille ;
Il ne reste plus de volaille ;
On mange les oiseaux, triste et dernier moyen,
Perruches, cardinaux, catakoës, tout y passe,
Le perroquet, la tête basse,
Disait plus doucement : *Cela ne sera rien.*
Il pouvait encor fuir ; sa cage était trouée.
Il attendit, il fut étranglé bel et bien,
Et, mourant, il criait d'une voix enrouée :
Cela... cela ne sera rien.

Florian fut emprisonné en 1793 et ne dût sa délivrance qu'au 9 Termidor.

Les électeurs de 1877 qui croiraient sur parole les orateurs et les journaux des gauches affirmant que le radicalisme *n'est rien* s'exposent à subir le sort de Florian, sans avoir la chance d'être délivrés par un 9 Termidor.

Le *Perroquet confiant*, c'est le citoyen Gambetta dans le nouveau discours qu'il vient de prononcer à Versailles, au banquet Hoche.... La *République fondée sur la volonté nationale*, la République *pacifique*, la *République progressive et lumineuse*... c'est « *cela ne sera rien* » du perroquet de Florian; l'oiseau fut étranglé; le même sort attend le citoyen Gambetta, s'il a le malheur de triompher dans les élections de 1877.

On m'écrit du Palais de la bourse :

« Un avis officiel informe que dans sa séance de ce jour, le conseil d'administration de la Banque de France vient de fixer à 51 fr. net d'impôt le dividende par action pour les six premiers mois de l'année 1877. — Partant de ce chiffre officiel, chacun peut juger de notre situation commerciale et de la gravité de la phase que nous traversons depuis dix mois.

Feuilleton du *Journal de Roubaix* DU 27 Juin 1877

— 25 —

LA PRINCESSE OGHÉROF

PAR HENRY GRÉVILLE

XVI

(*Suite.*)

— Ici, ce soir? et Marthe effarée de cette chute soudaine dans le gouffre qu'elle n'avais jamais voulu regarder.

— Oui. Cela t'étonne ?

— Non... — Elle avait déjà repris son calme : — mais, après son brusque départ pour l'étranger, sans excuse, sans explication...

— Il paraît qu'il t'avait envoyé un bouquet: es-tu sûre de ne pas l'avoir reçu ?

— Parfaitement sûre.

C'est que le garçon qui devait l'apporter se sera trompé, on l'aura vendu pour en boire l'argent. Il a aussi écrit de là-bas, — mais sa lettre n'est pas arrivée.

— Il y a des gens qui n'ont pas de chance, dit sèchement la princesse en s'approchant de la glace pour rattacher une boucle de sa coiffure.

Michel entra le dernier. Vingt fois, il s'était dit qu'il n'irait pas chez M. Milaguine, puis il avait fini par se décider, pensant qu'aujourd'hui ou demain c'était inévitable, et qu'autant valait tout de suite.

Le salon était brillamment éclairé. Marthe avait changé d'habitudes ; au lieu de la lampe voilée qui éclairait jadis son petit refuge, elle trouvait maintenant qu'un candélabre était bien peu, et elle faisait allumer toutes les bougies lorsque M. Milaguine recevait. Elle qui évitait le bruit autrefois fuyait maintenant le silence : ses pensées lui tenaient trop compagnie lorsque le bruit extérieur n'était pas fort pour la distraire.

On se disposait à passer dans la salle à manger ; Michel trouva la princesse debout au milieu d'un groupe d'hommes. Vêtue d'une robe de velours violet, son colier de perles sur le corsage montant, des perles aux oreilles, elle était spendide ; sa beauté avait pris un caractère imposant dont les plus évaporés ressentaient l'influence. Au bruit des éperons, elle se tourna à demi, regarda Michel bien en face, mais une seconde seulement, et dit d'une voix dédaigneuse au jeune homme incliné devant elle :

— Bonjour, monsieur.

Ce fut tout. Michel formula d'une voix non moins nette un compliment très-court — et le groupe tout entier passa dans la salle à manger.

Michel se trouva placé presque en face de Marthe : il pouvait observer tous ses mouvements, toutes les variations de sa physionomie. Il l'examina en effet : malgré la réalité positive du fait présent sous ses yeux, il ne pouvait croire que Marthe fût devenue la princesse Oghérof. Il y avait là pour lui un mystère qu'il importait de pénétrer.

La princesse était très-gaie en apparence. Elle, taciturne autrefois, parlait beaucoup, riait souvent, prenait au vol une phrase détachée dans la conversation générale, renvoyait la riposte comme un volant sur une raquette, et reprenait sa causerie avec ses voisins, sans se troubler, sans perdre un moment le fil. Elle était toute rose, les yeux brillants, — parfaitement digne toujours. A la fin du dîner, elle se versa elle-même de l'eau et cassa un verre.

— Cela porte bonheur, dit en riant complaisamment M. Milaguine.

Marthe regarda furtivement Avérief. Les yeux de celui-ci, fixés sur elle depuis un moment, avaient une expression de gravité, de reproche presque.

Marthe ne put contenir son indignation : d'un mouvement rapide, elle recula sa chaise et se leva, jetant dans un piteux désarroi les plus pesants de la société, qui comptaient encore sur deux ou trois petites minutes pour siroter leur verre de vin de Hongrie.

Au salon, la rencontre devenait inévitable, sous peine d'attirer l'attention. Michel s'approcha donc de Marthe ; il allait lui adresser une phrase quelconque lorsque celle-ci le prévint :

— Vous avez fait un voyage agréable ? lui dit-elle de cette voix brève des jours d'orage.

— Oui, je vous remercie, princesse : mon frère va beaucoup mieux, dit-il avec son calme habituel.

— J'en suis charmée. Il y a longtemps que vous êtes revenu ?

— Quatre jours après votre mariage. J'ai eu beau me hâter, je n'ai pu revenir plus tôt.

— Pourquoi vous hâter ? Le séjour de l'étranger est fort agréable; vous avez bien fait de jouir de votre congé jusqu'à la dernière limite, puisque rien ne vous pressait ici.

Michel regarda avec une telle assurance, avec tant de reproche dans ses yeux honnêtes, que celle-ci sentit la colère parcourir de la tête aux pieds.

— Hypocrite ! pensa-t-elle, et elle lui tourna presque le dos pour s'adresser à un vieux général poussif qui venait de se frayer un chemin jusqu'à elle à travers les meubles, «bien encombrants, de nos jours,» disait-il avec mélancolie.

Et Pauline Hopfer, pendant cette courte conversation, quelles angoisses n'avait-elle pas ressenties ! Elle était retenue par M. Milaguine, qui lui parlait de sa liqueur des Iles et du curaçao centenaire contenu dans un certain flacon que l'on ne devait apporter que «penché dans son petit panier, sans le secouer, bien doucement,» disait M. Milaguine en la retenant par sa robe, pendant qu'elle cherchait à lui échapper.

Enfin elle vit les jeunes gens se séparer. Le visage de Michel plus sévère encore, l'éclair d'indignation qui jaillissait des yeux de Marthe lui apprirent que, pour cette fois, le danger était conjuré.

— Mais c'est trop périlleux, se dit-elle; il ne faut plus qu'ils puissent parler ensemble ! Et elle courut chercher a liqueur des Iles.

Vers minuit, Marthe vint embrasser sa sœur endormie, avant de rentrer chez elle, et, contre sa coutume, elle s'arrêta un instant pour causer de choses et d'autres avec Pauline.

— M. Michel est revenu... dit celle-ci d'une voix douce, les yeux baissés.

— Eh bien ? fit Marthe, mais non avec sa hauteur habituelle.

— Je ne crois pas qu'il reparte de sitôt, continua la demoiselle de compagnie.

— Pourquoi ?

— Parce qu'il n'a plus besoin de faire de si longs voyages pour trouver à qui parler, murmura l'officieuse.

Marthe ne répondit pas. Elle froissait dans sa main droite son mouchoir qu'elle mettait en lambeaux.

— L'enfant est restée là-bas. La gouvernante a écrit à ses parents qu'elle passerait l'hiver en Italie...

— Et la mère est revenue, dit Marthe en éclatant de rire : c'est bien plus commode !...

Un mouvement de Nastia la fit retourner. La fillette entr'ouvrit un œil, reconnut Marthe, lui tendit les bras et se rendormit en murmurant une phrase incompréhensible.

La princesse eut honte de ce méchant mouvement, de ces cancans de bas étage, dans la chambre de sa sœur endormie... Elle se pencha pour embrasser la jeune dormeuse, et ce baiser de sœur, presque de mère, détendit les fibres trop tendues. Elle sentit son cœur s'amollir.

— Bonsoir, Pauline, dit-elle en passant rapidement ; et elle sortit, elle avait besoin d'être seule.

Dans la voiture, elle resta longtemps, une main appuyée sur la portière, la glace baissée. Elle regardait, dans la triste nuit d'octobre, les pavés mouillés, les rares passants, la pluie froide et noire, et elle envia les misérables que leur destin condamnait à passer la nuit sans asile, sous les porches, — et qui trouveraient, avec une pierre à moitié sèche pour y poser leur tête, le lourd sommeil des malheureux abattus par la fatigue.

Michel et Marthe se rencontrèrent encore souvent : Avérief vint deux ou trois fois aux lundis de la princesse, à l'heure où le salon était plein. Oghérof l'invita vingt fois à dîner, mais le jeune homme trouva moyen d'éluder ses invitations. Marthe se dit que c'était pour ménager son temps, qu'il savait où employer. Du reste, Oghérof continua la vie de travail qu'il avait toujours menée, mais son travail, qui le tenait souvent éloigné de Marthe, consistait principalement à se procurer des loges au théâtre et à faire les courses de « ces dames ».

(*A suivre*).